

RCA : l'ONU renouvelle son appel à la cessation immédiate du « cycle effroyable » de violences interreligieuses

N'djamena (Tchad), 22 décembre 2013 – Le Secrétaire général des Nations Unies demeure « extrêmement préoccupé » par la situation en République centrafricaine (RCA), pays livré à un déchirement tous azimuts et où, depuis le 5 décembre, des heurts entre des groupes religieux ont déjà fait près d'un millier de morts, selon Amnesty International. « Le cycle effroyable de violence et de représailles entre les communautés musulmanes et chrétiennes doit cesser immédiatement », a souligné avec force M. Ban Ki-moon dans un message lu par son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, lors de la session ministérielle de la 37^e réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), le 22 décembre à N'djamena (Tchad).

Le Secrétaire général des Nations Unies a encouragé le Comité à « maintenir la République centrafricaine à son ordre du jour », compte tenu des conséquences des affrontements actuels pour la région et pour certaines communautés étrangères vivant en RCA. Il a par ailleurs rendu hommage à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et à l'Union africaine (UA) « pour leurs efforts visant à résoudre la crise dans le pays (RCA) ». M. Ban Ki-moon a également remercié les autorités françaises « pour leur soutien actif » à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) autorisée par la Résolution 2127 du Conseil de sécurité et dont le mandat a commencé le 19 décembre 2013.

Mme Léonie Banga-Bothy, Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine, de la Francophonie et des Centrafricains de l'étranger, a salué la mise en place effective de cette Mission, dont elle a tenu à rappeler l'essentiel des objectifs : protection des civils et restauration de la sécurité, de l'ordre public et de l'autorité de l'Etat ; stabilisation du pays ; réforme et restructuration des secteurs de la défense et de la sécurité ; création de conditions propices à la fourniture d'une assistance humanitaire aux populations ; etc.

La Cheffe de la diplomatie centrafricaine a saisi cette occasion pour exprimer sa reconnaissance aux partenaires régionaux et internationaux pour la forte attention qu'ils accordent à la situation dans son pays. Elle a aussi fait un plaidoyer afin que les enjeux liés au développement soient de plus en plus pris en compte dans la résolution de la crise que traverse la RCA. « Notre conviction est que l'on ne peut pas aborder les questions de paix et de sécurité sans traiter de la situation économique et sociale de nos Etats car la pauvreté et la misère font souvent le lit des conflits qui nous assaillent sous couvert parfois des revendications politiques », a noté Mme Léonie Banga-Bothy.

Le 22 décembre, les Ministres des Affaires étrangères et les Chefs de délégation à la 37^e réunion de l'UNSAC ont adopté l'« Appel de N'djamena » dans lequel ils réaffirment l'engagement de leurs pays respectifs à « appuyer le processus de transition en RCA ». Ils invitent également les Etats membres du Comité à « s'impliquer activement dans toutes les actions visant la résolution de la crise centrafricaine », y compris en soutenant la « poursuite du dialogue en vue de la tenue d'une conférence nationale inclusive » et en encourageant les efforts de médiation et de conciliation des leaders religieux.

En dehors des Etats membres de l'UNSAC, plusieurs organisations sous-régionales et régionales ainsi que des institutions onusiennes et des structures spécialisées dans les questions de sécurité étaient représentées à la session ministérielle de N'djamena : l'UA, la CEEAC, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC), le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC), le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en RCA (BINUCA), le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), le Réseau régional de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en Afrique centrale, etc. Monsieur Tayé-Brook Zerihoun, Sous-secrétaire général des Nations Unies aux Affaires politiques, a également participé aux travaux qui se sont achevés dimanche 22 décembre.

La 38^e réunion ministérielle de l'UNSAC aura lieu à Malabo (Guinée équatoriale) durant le premier semestre 2014. M. Moussa Faki Mahamat, Ministre tchadien des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine, qui assure désormais la présidence tournante du Comité, passera alors le témoin à son homologue équato-guinéen.